

NON À LA MILITARISATION DE LA JEUNESSE !

NON À LA MARCHE À LA GUERRE !



Février 2026

Une nouvelle étape est franchie dans la militarisation de la jeunesse, avec le retour du service militaire, pour l'instant facultatif, qui viendra supplanter le SNU dès septembre 2026. Ce retour de 25 ans en arrière doit se lire dans le contexte mondial guerrier et autoritaire qui voit s'exacerber les tensions entre puissances pour le contrôle des ressources d'un monde épuisé... Nous devons nous y opposer fermement !

Engagez-vous... ?

Pour vendre un militarisme pas franchement populaire, **l'argument est toujours celui de la recherche d'engagement et de sens pour la jeunesse**, quitte à abuser du marketing et autres promotions par des youtubeurs douteux.

Déjà, en 2018, Emmanuel Macron, qui voulait à tout prix vendre son Service National Universel (SNU) disait qu'« *Il ne s'agi[ssait] pas de réinventer le service militaire mais de donner à la jeunesse de France des causes à défendre, des combats à mener dans les domaines social, environnemental, culturel* ». Comme si la « jeunesse de France » avait besoin du paternalisme présidentiel pour s'engager au quotidien : luttes féministes, antiracistes, écologistes, contre les inégalités et dans tous les mouvements sociaux actuels !

En réalité, il s'agit d'enrégimenter la jeunesse ! Depuis l'été 2019 nous avons vu le génie à l'œuvre : les volontaires du SNU ont pu faire des pompes, ânonner en chœur le roman national, chanter la Marseillaise en boucle sous un soleil de plomb et jusqu'à la syncope, subir les brimades voire des agressions d'encadrants dont le processus de recrutement demeure encore aujourd'hui mystérieux. Le tout en polo et casquettes uniformes et devant les caméras pour une communication ostensible. Nous l'avons toujours dit : **la jeunesse doit bénéficier d'une politique éducative émancipatrice plutôt que d'une mise au pas généralisée.**

Retour dans les casernes

Le SNU n'a jamais attiré massivement et on devrait se réjouir de son abandon définitif au lieu de la généralisation prévue. Seulement voilà, 7 ans plus tard, malgré cet échec, le ton se durcit encore, dans un contexte international guerrier. **Ce 12 janvier, le gouvernement a lancé sa campagne de recrutement pour un nouveau service national, volontaire, mais surtout militaire.** Si le dispositif concerne initialement 3 000 jeunes de 18 à 25 ans, ce sont bien 42 500 personnes qui devront étoffer les rangs des armées sur le territoire national contre une rémunération brute de 800 € bruts, une année de césure et les vœux Parcoursup préservés. Une aubaine cynique misant sur un contexte social dégradé et peu de débouchés pour les jeunes dans un marché du travail violent et inégalitaire.

L'objectif, d'après un général, est de les « former à réagir dans des situations inconfortables ». Notons ici tout le talent d'euphémisation déployé par le chef d'Etat-major qui optait pourtant pour un tout autre style quand il appelait, non sans créer la sidération, la France à accepter de « perdre ses enfants » quelques semaines auparavant. **Avec ce service volontaire, l'État vise surtout à garnir une masse de réserve**, dans laquelle ces jeunes seront versés 5 ans, en vue des guerres qui se préparent. On le voit avec l'exemple ukrainien, et comme en 14, les conflits dévorent toujours les hommes et les femmes en masse.

Un projet de soumission pour la jeunesse

Voilà plusieurs années que les gouvernements successifs souhaitent une seule chose pour nos élèves, qu'ils se « tiennent sages », pour faire référence à des policiers qui avaient mis à genoux des lycéens pensant trois heures en leur tenant ces propos, en 2019 lors du premier mouvement social contre la réforme des retraites.

Ils et elles doivent déjà se couler dans le moule de l'employabilité à tout prix et maintenant voilà qu'on les invite fortement à « *inscrire leur action dans le cadre d'un groupe organisé, solidaire, solide, où chacun, quels que soient son origine sociale, son parcours personnel, ses opinions, sa religion, évolue sous un même uniforme selon des principes d'égalité, de fraternité, d'équité et où on récompense le mérite* ». Qui peut sérieusement penser que le port de l'uniforme annule les inégalités ? Qui peut penser que l'encasernement compensera les mécanismes de dominations capitalistes, sexistes, racistes et néocolonialistes ? Ça n'était pas vrai à l'époque du service militaire, ce ne sera toujours pas le cas avec sa version « light ». D'ailleurs, depuis 2021, parmi le millier d'engagés qui désertent par an, beaucoup révèlent devant les tribunaux les maltraitances et brimades qu'ils n'ont pas supportées. L'armée est aussi une machine à broyer ses propres "enfants". Par ailleurs, la porosité avec les idées d'extrême-droite se révèle car d'anciens militaires français s'enrôlent auprès de néo-nazis sur le front Ukrainien.

Militaires hors de nos vies !

Le service national joue à fond le jeu du patriotisme, de la militarisation des corps et des esprits. Plus largement, c'est toute la militarisation de notre quotidien que nous rejetons.

Le gouvernement met ainsi en place une véritable économie de guerre en faveur du complexe militaro-industriel. Entre 2017 et 2025 le budget de la Défense a été augmenté d'environ 20 milliards (budget de 50 milliards en 2025) et l'objectif est de 67 milliards pour 2030.

Cette course à la militarisation fait aussi écho au martèlement de tout un vocabulaire martial autour du "réarmement", notamment démographique. Les femmes devraient leur corps à la nation et ces politiques natalistes autoritaires reprennent d'ailleurs les idées d'extrême-droite. Le retour du service, abandonné en 1996, vise à habituer la société à l'idée de guerre. Les milliards qui pourraient servir à financer la santé ou l'éducation vont dès lors dans les poches de l'industrie d'armement et justifient l'effort de guerre à fournir et la baisse du budget des services publics.

Aller en classe oui, faire ses classes, non !

Il est absolument **hors de question que nous nous fassions les relais de cette propagande**. Il est déjà insupportable d'imposer à nos élèves des classes défense et sécurité et d'entendre les discours va-t-en-guerre virilstes et pseudo-égalitaires de gradé·es aux classes de 3ème. Il est insupportable d'assister aux dispositifs divers liées à l'armée, comme "*Elles bougent* », un partenariat avec Safran, le vendeur d'armes.

Ce conditionnement progressif accompagne une véritable stratégie de l'Éducation nationale et monte d'un cran. Un guide est paru en décembre 2025 et s'intitule : "Acculturer la jeunesse à la défense". Il est donc clair que l'école est devenue un relais de l'armée et s'engage dans ce guide à en faire la promotion. **Nous exigeons l'annulation de ce guide.**

Nous refusons que les élèves soient conditionné·es à cette militarisation et à ce conditionnement idéologique. Nous défendons le droit à nos élèves d'être protégé·es des idéologies martiales portées par le complexe militaro-industriel qui structurent notre système capitaliste.

L'école doit former à l'esprit critique et ne servir aucune idéologies guerrières. Elle doit permettre l'égalité et l'émancipation, grâce à des contenus critiques et une pédagogie transformatrice.

Nous appelons les collègues à se réunir et à s'opposer à tous les dispositifs de conditionnement des élèves à l'armée. L'école doit construire un cadre protecteur des influences réactionnaires et autoritaires diverses.

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes !

Ce combat dans l'école et pour la jeunesse, ne peut être déconnecté du contexte global. Les rivalités économiques et tensions géopolitiques ne cessent de monter, tout comme les idéologies nationalistes et fascisantes. Le « grand jeu » de domination, de contrôle des ressources et de conquête entre les puissances mondiales nous pousse vers une marche à la guerre qui semble inéluctable... Ce n'est pas une fatalité ! **Il est de notre responsabilité de syndicalistes, de nous y opposer partout**, par la solidarité internationaliste, l'antimilitarisme et le combat pour un monde émancipé de la tutelle du capitalisme et des États ! Dans cet état d'esprit, nous travaillons en relation avec les organisations ouvrières qui partagent ce projet émancipateur à travers le monde.

Rejoignez-nous !